

EGLISE ROUEN METROPOLE

(Association culturelle relevant de la Loi du 9 décembre 1905)

62 RUE DE CAUVILLE

76100 ROUEN

Siret 433 661 550 00015 - RNA W763000512

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs les Membres,

I.- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **EGLISE ROUEN METROPOLE** relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II.- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III.- Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV.- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V.- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI.- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

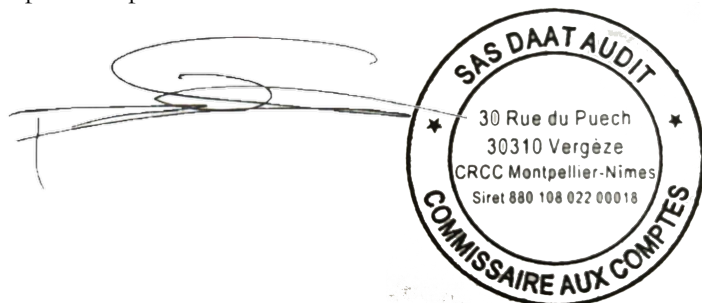
Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Vergèze, le 21/03/2025

Le Commissaire aux comptes

SAS DAAT AUDIT

représenté par M. Samuel PETE



**ANNEXE – DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.





COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION CULTUELLE ÉGLISE ROUEN MÉTROPOLE

62, rue de Cauville

76100 ROUEN

SOMMAIRE

ACTIF	2
PASSIF	3
COMPTE DE RESULTAT	4
 ANNEXE	 5
Identité de l'association	6
Objet social	6
Règles et méthodes comptables	7
Variations des fonds propres	10
Fonds dédiés	11
Tableau des immobilisations	12
Tableau des amortissements	13
Charges et produits constatés d'avance	14
Autres informations	15

ACTIF

En euros	31.12.2024			31.12.2023
	Brut	Amt. Et Dépr.	Net	Net
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Concessions, brevets, licences, marques...	378	378	-	4
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains	1 127 458		1 127 458	1 127 458
Constructions	1 018 428	551 094	467 334	532 878
Install. techniques, matériel & outillages industr	75 982	46 520	29 462	41 274
Autres immobilisations corporelles	40 755	23 428	17 328	19 833
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes sur immos corporelles	-	-	-	-
<u>Immobilisations financières</u>	-	-	-	-
SOUS-TOTAUX DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	2 263 002	621 419	1 641 582	1 721 447
<u>Stocks et en-cours</u>				
Matières premières et autres approvisionnements	-	-	-	-
En-cours de production de biens	-	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	1 390	-	1 390	1 958
<u>Avances et acomptes versés sur commandes</u>	1 040	-	1 040	-
<u>Créances</u>				
Créances clients et comptes rattachés	-	-	-	-
Autres créances	181 261	-	181 261	190 000
<u>Créances diverses</u>	-	-	-	-
<u>Disponibilités</u>	561 174	-	561 174	495 034
<u>Comptes de régularisation</u>				
Charges constatées d'avance	1 168	-	1 168	2 562
SOUS-TOTAUX DE L'ACTIF CIRCULANT	746 033	-	746 033	689 554
TOTAUX GÉNÉRAUX	3 009 035	621 419	2 387 615	2 411 001



PASSIF

En euros	31.12.2024	31.12.2023
Fonds propres		
Fonds propres complémentaires	2 841 034	2 841 034
Fonds associatif avec droit de reprise	-	-
Réserves	-	-
Report à nouveau	- 458 204	- 311 384
Résultat de l'exercice	- 15 433	- 146 820
Situation nette - Sous-totaux	2 367 397	2 382 830
Fonds propres consommables		
Fonds propres consommables		
SOUS-TOTAUX DES FONDS PROPRES	2 367 397	2 382 830
Fonds reportés ou dédiés		
Fonds dédiés	-	-
SOUS-TOTAUX DES FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS	-	-
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	-	-
SOUS-TOTAUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-	-
Dettes		
Dettes financières	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 170	11 540
Dettes sur immobilisations	-	2 571
Dettes fiscales et sociales	11 114	9 186
Autres dettes	934	4 874
Comptes de régularisation	-	-
SOUS-TOTAUX DETTES	20 218	28 170
TOTAUX GÉNÉRAUX	2 387 615	2 411 001



COMPTE DE RÉSULTAT

En euros	31.12.2024	31.12.2023	Var°	Var.%
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises	2 591	4 327 -	1 736	(40%)
Prestations de services	-	-	-	
Dons manuels	318 939	313 119	5 820	2%
Legs, donations et assurances-vie	-	-	-	
Reprise / amortiss. & prov. - Transfert charges	6 685	5 686	999	18%
Utilisation des fonds dédiés	-	21 280 -	21 280	
Autres produits	6 566	5 539	1 027	19%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	334 781	349 951 -	15 170	(4%)
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	- 1 519 -	2 905	1 386	(48%)
Variations de stocks de marchandises	- 568	42 -	610	(1 463%)
Achats de matières premières	-	-	-	
Autres achats et charges externes				
Achats d'études et de prestations de services	- -	1 166	1 166	(100%)
Fournitures non stockables	- 40 626 -	44 205	3 579	(8%)
Fournitures d'entretien et de petit équipement	- 9 388 -	4 989 -	4 399	88%
Fournitures administratives	- 1 180 -	2 884	1 704	(59%)
Petits logiciels	- 310 -	263 -	48	18%
Autres fournitures	- 1 115 -	514 -	601	117%
Sous-traitance générale	- 250 -	100 -	150	150%
Locations	- 6 928 -	8 210	1 282	(16%)
Charges locatives et de copropriété	- 151 -	73 -	78	106%
Entretien et réparations	- 11 449 -	31 477	20 028	(64%)
Assurances	- 3 384 -	6 720	3 336	(50%)
Divers	- 85 -	400	315	(79%)
Rémunérations d'intermédiaires, honoraires	- 9 914 -	16 506	6 592	(40%)
Publications, relations publiques	- 2 485 -	1 455 -	1 030	71%
Déplacements, missions, réceptions	- 16 902 -	17 184	282	(2%)
Frais postaux et de télécommunications	- 1 823 -	1 695 -	128	8%
Services bancaires et assimilés	- 795 -	798	3	(0%)
Divers	- 5 308 -	4 310 -	998	23%
Aides financières	- 10 619 -	11 825	1 206	(10%)
Impôts, taxes et versements assimilés	- 9 785 -	14 952	5 167	(35%)
Salaires et traitements	- 112 525 -	127 226	14 702	(12%)
Charges sociales	- 33 803 -	37 981	4 177	(11%)
Dotations d'exploitation				
Sur immobilisations : Dotations aux amortissements	- 81 054 -	104 515	23 461	(22%)
Reports en fonds dédiés	-	-	-	
Autres charges	- 408	- -	408	
CHARGES D'EXPLOITATION	- 362 375 -	442 312	79 937	-18%
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 27 594 -	92 361	64 768	-70%
Produits financiers				
Intérêts et produits assimilés	14 943	8 694	6 248	72%
Charges financières				
RESULTAT FINANCIER	14 943	8 694	6 248	72%
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-	-	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	358 351 -	358 351	(100%)
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	- -	8	8	(100%)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	- -	420 169	420 169	(100%)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- -	61 826	61 826	(100%)
Impôts sur les bénéfices	- 2 782 -	1 327 -	1 455	110%
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	-	-	-	-
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	-	-	-	-
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 15 433 -	146 820	131 387	-89%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature	-	-	-	
Prestations en nature	-	-	-	
Bénévolat	-	-	-	



ANNEXE



IDENTITÉ DE L'ASSOCIATION

L'Association dénommée **ÉGLISE ROUEN MÉTROPOLE** a été fondée le 22 avril 1933.

Elle est régie par les lois du 9 décembre 1905, du 1er juillet 1901 et par les décrets du 16 mars 190 et du 16 août 1901.

Son siège social se situe au 62 rue de Cauville, 76100 ROUEN.

L'Association a obtenu le 25 septembre 2020 de la part de la Préfecture de Seine-Maritime son renouvellement de sa qualité cultuelle.

Elle est déclarée en préfecture du Seine-Maritime sous le numéro RNA W763000512.

Son numéro Siret est le 43366155000015.

OBJET SOCIAL

L'Association a pour objet exclusif :

- d'assurer la célébration du culte protestant évangélique, en respect de la confession de foi des Assemblée de Dieu de France ;
- de subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice du culte ;
- de subvenir à la formation et à l'entretien des ministres du culte.

Liste des lieux de culte

Conformément au titre IV de la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat, l'Association exerce exclusivement des activités cultuelles.

Afin de supporter les activités diaconales et sociales, il a été créé une association relevant uniquement de la loi du 1er juillet 1901.

La circonscription religieuse définie par les statuts de l'Association s'étend sur tout le territoire national.

L'Association gère plusieurs lieux de culte, dont voici la liste :

1. TEMPLE ROUEN RIVE GAUCHE – 62 rue de Cauville, 76100 ROUEN
2. TEMPLE ROUEN RIVE DROITE – 19 rue Sainte-Croix-des-Pelletiers, 76000 ROUEN
3. TEMPLE DARNETAL : 1 01 route de Rouen, 76160 DARNETAL
4. TEMPLE BIHOREL : 8 Rue Victor Hugo, 76420 BIHOREL

Moyens mis en œuvre

L'Association est propriétaire des locaux nécessaires à l'exercice du culte.

L'Association compte parmi ses effectifs au 31 décembre 2024 :

- 3 ministres du culte rémunérés à temps complet, affilié à la Cavimac ;
- 1 salariée rémunérée à temps partiel, affiliée au régime de droit commun.

Afin d'assurer le bon fonctionnement associatif, l'ensemble des autres tâches est assuré par des bénévoles.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes annuels de la période le 3 mars 2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du code de commerce et les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et notamment :

- le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et ses règlements modificatifs ;
- le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels
- des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Evènements marquants de l'exercice

Le 20 octobre 2024, les membres de l'association se sont réunis en assemblée générale extraordinaire. Lors de cette assemblée, les membres ont décidé de valider l'autonomie du lieu de culte de Darnétal en effectuant une donation du lieu de culte et avec un apport financier de 50.000 euros. Ces conditions ne s'effectueront qu'après réception du récépissé de cultualilté de la nouvelle association cultuelle de Darnétal. Cette décision induit le départ du pasteur Guillaume SERET sur 2025.

Lors de cette assemblée générale les membres ont également validé le projet de vente des locaux situé à Bihorel. La vente n'a pas été conclue sur l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

L'association a été notifié d'un contrôle Urssaf en 2024. Ce contrôle s'est tenu le 13 janvier 2025 et a abouti à l'absence de redressement.

Le pasteur Jude NGOUNGOUBADI rejoindra début septembre 2025 l'association cultuelle de Cherbourg.

Une promesse de vente a été signée le 27 février 2025 pour la vente des locaux de BINOREL pour 171.500 euros.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 ans
Constructions	Linéaire	30 ans
Installations générales et agencements du bâtiment	Linéaire	15 ans
Installations électriques et téléphoniques	Linéaire	10 ans
Installations et appareils de chauffage	Linéaire	10 ans
Installations sécurité incendie	Linéaire	10 ans
Aménagements des constructions	Linéaire	10 ans
Installations, matériels et outillages techniques, autres	Linéaire	10 ans
Matériels de sonorisation et de vidéo projection	Linéaire	3 à 7 ans
Matériels de secours médical et de sécurité incendie	Linéaire	3 à 10 ans
Matériels de bureau et matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobiliers	Linéaire	3 à 5 ans
Matériels de transports	Linéaire	5 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour risques et charges

Néant.

Provision pour congés à payer

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, l'entité ne comptabilise pas la provision pour congés du personnel qui relèvent du droit du travail dans la mesure où celle-ci n'est pas significative.

Engagements de départ à la retraite

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, aucune indemnité de départ à la retraite ne leur est due. De plus, la salariée de l'Association est sous un contrat emploi-retraite, au regard de son temps de travail, nous considérons comme non significatif la provision pour indemnité de départ à la retraite à constater dans les comptes. Par conséquent, les comptes de l'entité ne font apparaître aucune provision ou évaluation en ce sens.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.



Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : **0 euros**.

Contributions volontaires en nature

L'Eglise reconnaît toute l'importance de l'engagement des bénévoles qui se mobilisent dans le cadre de son activité. La mise en place des outils de décompte d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement ainsi qu'à l'objet de l'association.

En conséquence et conformément à l'article 211-4 du règlement ANC 2018-06, aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée.

Il convient néanmoins de porter à la connaissance du lecteur qu'hormis les postes des 4 ministres du culte et de 1 salarié dont les rémunérations respectives sont enregistrées dans les comptes de l'association, tous les services de l'association culturelle sont exercés grâce à l'action bénévole de ses membres.

Dons manuels

Les dons reçus entre le 01/01/2024 et le 31/12/2024 sont comptabilisés dans les produits de l'exercice et pris en compte pour l'établissement des reçus fiscaux.

Les dons reçus l'année suivante sont considérés comme des produits du nouvel exercice.

Notre Association n'a connaissance d'avantages ou ressources provenant de l'étrangers directement ou indirectement au cours de l'exercice. De fait, aucune déclaration n'a été effectuée pour déclarer ces avantages ou ressources.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.



VARIATION DES FONDS PROPRES

Nature	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminutions	Résultat de l'exercice	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise	2 841 034	-	-	-		2 841 034
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-		-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-		-
Réserves	-	-	-	-		-
Report à nouveau	- 311 384	- 146 820	-	-		- 458 204
Excédent ou déficit de l'exercice	- 146 820	146 820	-	-	15 433	15 433
Situation nette	2 382 830	-	-	-	15 433	2 367 397
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	2 382 830	-	-	-	15 433	2 367 397



FONDS DÉDIÉS

NÉANT



TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin d'exercice
Frais d'établissement	-	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	378	-	-	-	378
Total immobilisations incorporelles	378	-	-	-	378
Terrains	1 127 458	-	-	-	1 127 458
Constructions sur sol propres	468 128	-	-	-	468 128
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-
installations générales, agencements des constructions	550 299	-	-	-	550 299
Installations techniques, matériels et outillages	75 982	-	-	-	75 982
Matériel de transport	-	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique	13 878	1 189	-	-	15 067
Mobilier	25 688	-	-	-	25 688
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Total immobilisations corporelles	2 261 434	1 189	-	-	2 262 623
Legs destinés à être cédés	-	-	-	-	-
Donations destinées à être cédées	-	-	-	-	-
Total legs et donations à céder	-	-	-	-	-
Participations et créances rattachées	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
Prêts et aures immobilisations financières	-	-	-	-	-
Total immobilisations financières	-	-	-	-	-
TOTAL IMMOBILISATIONS BRUTES	2 261 813	1 189	-	-	2 263 002



TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début d'exercice	Augmentations	Diminutions Virements	Amortissements fin d'exercice
Frais d'établissement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	375	4	-	378
Total immobilisations incorporelles	375	4	-	378
Terrains	-	-	-	-
Constructions sur sol propres	120 255	15 604	-	135 860
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
installations générales, agencements des constructions	365 294	49 939	-	415 234
Installations techniques, matériels et outillages	34 708	11 811	-	46 520
Matériel de transport	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique	8 847	1 992	-	10 839
Mobilier	10 886	1 702	-	12 589
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Total immobilisations corporelles	539 991	81 050	-	621 041
TOTAL IMMOBILISATIONS BRUTES	540 366	81 054	-	621 419



CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	MONTANT
Charges d'exploitation	1 168
Charges financières	-
Charges exceptionnelles	-
TOTAUX	1 168

NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	MONTANT
Produits d'exploitation	-
Produits financières	-
Produits exceptionnelles	-
TOTAUX	-



AUTRES INFORMATIONS**PRODUITS À RECEVOIR**

Les produits à recevoir au 31 décembre 2024 s'élèvent à **0 euros**.

CHARGES À PAYER

Les charges à payer au 31 décembre 2024 s'élèvent à **6.874 euros** et correspondent :

- Aux factures non parvenues pour **6.553 euros** ;
- Aux dons reversés aux œuvres extérieures de décembre 2024 pour **321 euros**.

ENGAGEMENTS ENVERS LES DIRIGEANTS

Le Président de l'Association est le ministre du culte principal reconnue par l'UNADF - Union nationale des Assemblées de Dieu de France et reconnue par cette Union comme apte à présider.

Les rémunérations versées au Président correspondent à ces indemnités de culte.

Le Président ne bénéficie d'aucune avance et de crédit alloué.

EFFECTIFS

CATEGORIES	EFFECTIF AU 31.12.2023			EFFECTIF EQUIVALENT TEMPS PLEIN (E.T.P.)
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
Ministres du culte	3,00	-	3,00	3,00
Assistants de paroisse	-	-	-	
Salariés de droit commun	-	1,00	1,00	0,20
TOTAUX	3,00	1,00	4,00	3,20

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent à 5.760 euros TTC pour l'exercice clos au 31 décembre 2024.

